

Le Patriote Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTERAIRE ET COMMERCIAL.

IMMIGRATION

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

COLONISATION

BUREAU

DU JOURNAL,
Rue Perez Castellanos n° 162.

Le PATRIOTE paraît provisoirement trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. Il est placé sous la direction de M. ARSENE ISABELLE, négociant, rédacteur en chef. On souscrit au bureau du journal.

Les lettres et avis doivent être adressés, comme par le passé à M. JH. REYNARD, propriétaire gérant.

PRIX
DE L'ABONNEMENT
2 PATACONS par mois.

Éphémérides.

DU SIÈGE DE MONTEVIDEO.

ANNÉE 1843.

—Avril.—

(Suite.)

11 AVRIL.—J. Roubaud élève en pharmacie se met également à la disposition du colonel.

Id. —L'armement des Italiens, sous la direction du colonel Garibaldi, s'organise aussi avec la plus grande activité.

12. —Brown entre dans le port avec les batiments qu'il commande. Le commodore Purvis qui était à terre s'empresse de retourner à son bord et enjoint à l'amiral Brown de s'abstenir de toute hostilité dans l'intérieur du port. Des chausses anglaises, armées de pierriers, parcourent la baie dans tous les sens pendant la journée. Un poste de 120 volontaires français stationne sur le môle; le rappel bat dans les rues. Les navires de guerre anglais se rapprochent de Brown et le tiennent en chartre privée jusqu'à ce que le général Oribe ait retiré sa menaçante circonference.

14. —MM. Nollet médecin, Pallas pharmacien, Monnet armurier, et Jouve mécanicien, offrent gratuitement leurs services au colonel des Volontaires français.

M. Domergue ainsi met à la disposition de la commission médicale du même corps une boîte d'instruments de chirurgie.

16. —Combat de Piedras de Asilar dans lequel le colonel Silva déroute une division de cavalerie aux ordres de Burgueño qui perd 75 hommes, dont 40 morts et 35 prisonniers.

17. —Le commandant Don Marcelino Sosa attaque et bat, avec 15 cavaliers, à la Aguada, une force ennemie de 80 fantassins, qui laisse 16 morts sur la place.

20. —Le corps des Volontaires français est complètement organisé; il compte près de 3,000 hommes de toutes les professions, depuis le négociant et le propriétaire jusqu'au journalier. Ses officiers, profitant du séjour du prince de Joinville à Rio Janeiro, rédigent une pétition qu'ils lui envoient par la corvette la Coquette: « Prince, —disaient ils alors, comme ils peuvent encore le dire aujourd'hui, nous n'avons pris les armes qu'à la dernière extrémité, et parce que nous n'avions aucun autre moyen de nous soustraire à la vengeance d'un tyran impitoyable, d'un tyran dont tous les efforts tendent à nous chasser d'un pays où beaucoup d'entre nous sont établis depuis longues années, où tous ont des intérêts, un avenir assuré. Nous avons pris les armes pour sauver les jours de quinze mille français, pour assurer la PAIX, notre plus cher désir, la paix, sans laquelle il n'est pas pour nous d'existence possible ici. »

21. —Les Dames Françaises répondant à l'appel qui leur avait été fait par le Patriote, dans son numéro du 18, s'empressent d'envoyer à l'hôpital de la Légion, des lits, des couchures, du linge et de la charpète. Mesdames Viglelli, Lafon, Mortet, et Grossin sont les premières à donner l'exemple d'un noble dévouement, en offrant leurs services personnels pour assister les malades et les blessés.

22. —M. l'abbé Théophile Desmores ayant offert, sans aucune restriction, les services de son saint ministère en faveur des volontaires français, ceux-ci les acceptent avec empressement et reconnaissance, par l'organe de leur chef M. le colonel Thiébaut.

26. —M. Mandeville, ministre anglais à Buenos Ayres, fait savoir au commodore Purvis qu'il approuve complètement sa conduite à l'égard d'Oribe.

(Continuera.)

Agenda.

CONTENANT UN MILLIER DE FAITS CONCERNANT L'HISTOIRE
LA GÉOGRAPHIE, LA POLITIQUE, LE COMMERCE,
LES ARTS, LES SCIENCES, LA LEGISLATION
ET LES MOEURS DES REPUBLIQUES
DE LA PLATA.

(Suite.)

Cabot laissa dans ce petit port les deux plus gros navires, avec trente hommes d'équipage et douze soldats pour défendre les effets, qu'il déposa dans une barque entourée de palissades. Quant à lui, il partit avec la galion et une caravelle, dans le but de continuer son exploration, et en donnant ordre aux hommes qui restaient de chercher un meilleur port dans les environs.

Il suivit le cours du Paraná jusque par 27° 27' 20" de latitude et 59° longitude, (c'est à dire près de l'endroit où fut fondé Corrientes), en s'arrêtant fréquemment pour se faire des alliés parmi les Mbeguas, les Caracaras, les Timbús et quelques autres tribus sauvages, toutes de la nation guarani.

Ces sauvages portaient à leurs oreilles quelques petites lames d'or et d'argent, que les espagnols échangeaient contre d'autres bagatelles.

Après cela Cabot s'introduisit dans la rivière du Paraguay, pour y chercher certains indiens qu'on lui avait signalés comme ayant vendu les lames d'or et d'argent à ceux auxquels il venait lui-même d'en acheter.

Quand Cabot fut arrivé au confluent du Rio Bermejo, il fit avancer un brigantin qu'il avait construit récemment, monté par trente hommes. Ceux-ci rencontrèrent quelques sauvages de la tribu des Agaces, qui persuadèrent aux espagnols qu'effectivement ils possédaient beaucoup d'or et d'argent dans leurs maisons et qu'ils l'échangeaient volontiers contre d'autres objets. Les espagnols, au nombre de quinze, s'étant laissé persuader, suivirent les Agaces; mais ceux-ci les surprisent et les massacrent tous.

Cet échec, et la nouvelle que quelques autres navires européens étaient entrés dans le Rio de Solis, engagèrent Cabot à rebrousser chemin. Il rencontra bientôt Diego Garcia, le même qu'il avait laissé au port des Patos, et qui remontant le Paraná, prétendait avoir les mêmes droits que Cabot à la conquête du pays. Ils eurent quelques altercations ensemble; mais enfin ils convinrent de redescendre au sort du Espíritu Santo, bâti par Cabot, d'y construire quelques batiments légers et de continuer ensuite la découverte.

Mais la résistance qu'opposaient les naturels du pays, qui avaient massacré la plupart des espagnols laissés à l'entrée de la petite rivière de San Lazaro (aujourd'hui San Juan), fit juger à Cabot que pour s'établir solidement, il fallait d'autres moyens que ceux dont il pouvait alors disposer. Il se décida donc à retourner en Espagne, l'an 1530, pour les aller solliciter, ayant grand soin de se munir des petites lames d'or et d'argent qu'il avait échangées avec les Guarani, afin d'en faire hommage à Sa Majesté CHARLES QUINT, l'empereur et roi.

C'est alors que le nom de Rio de la Plata fut substitué à celui de Solis, qui avait remplacé lui-même le nom guarani de Paraná Guazú (1).

Et c'est ainsi qu'on a ravi à l'insolent Solis jusqu'à la gloire de la découverte, en substituant à son nom, que porta d'abord le grand fleuve, un autre nom trompeur et impropre. Seulement, le ruisseau sur les bords duquel eut lieu le massacre de ce navigateur, s'appelle encore aujourd'hui l'Arroyo de Solis!

Cependant, si le nom pompeux de rivière d'argent a été jusqu'en 1850 un leurre mensonger, qui a trompé des milliers de colons européens, qui, en arrivant sur ces rives, croyaient n'avoir qu'à se baisser pour ramasser les onces et les patacons, il peut devenir une vérité pour tout le monde, —pour les indigènes comme pour les étrangers, —si les grandes puissances maritimes qui sont le plus intéressées au rétablissement de la paix dans cette partie du continent américain, veulent comprendre toute l'importance de la libre navigation de ce fleuve et de ses affluents.

(1) M. Alcide d'Orbigny dit que le mot Paraná, dans la langue guarani, signifie grande rivière, et n'est sans doute qu'un diminutif de para, mer. Ce mot se retrouve sous la forme un peu corrompue de parava, dans les langues maypure et tamaquaque, qui, comme le prouvent beaucoup d'autres analogies, ne sont que des dialectes du guarani.

(Continuera.)

NOTES COMMERCIALES

SUR MONTEVIDEO.

(Suite.)

On savait à Montevideo que, en même temps que le Paraguay formait une ligne offensive et défensive avec l'Etat de Corrientes, en armes contre Rosas, ce magnifique pays ouvrait ses ports aux pavillons étrangers; qu'il faisait un appel sincère aux savans, aux négociants, aux capitalistes, aux artisans, aux hommes industriels de toutes les nations civilisées; qu'enfin des règlements de douane et de police intérieure avaient été faits et promulgués à l'appui de l'appel hospitalier du Paraguay. —Une partie des batiments marchands du convoi était destinée pour Nembucu, et même pour l'Assomption. Les circonstances politiques de la province de Corrientes ont seules empêché la réalisation de ces projets flatteurs.

Les communications avec Montevideo devant rester libres au moyen de croiseurs anglais et français, et même de stations à poste fixe sur plusieurs points du Paraná, d'après les assurances verbales des ministres plénipotentiaires et des amiraux, tout promettait la plus complète réussite des spéculations auxquelles l'ouverture de ce fleuve avait donné lieu.

On peut juger par les effets immédiats d'un résultat en partie négatif pour le grand but qu'on se proposait d'atteindre, de l'importance qu'aurent eu un succès complet; c'est à dire, LA LIBERTÉ DU COMMERCE dans un état de paix assurée (au moins sur la rive gauche du Paraná), encouragée par la reconnaissance de l'indépendance du PARAGUAY, et le maintient, par la force, ou autrement, de la libre navigation des grands affluens de la PLATA; —achetée au prix du sang si généreusement versé au combat de l'Obligado.

Rien de tout cela n'a pu se réaliser encore, grâce à la courdise de MM. Guizot et Palmerston.

Passons l'éponge sur ce second tableau et essayons d'essuyer le troisième, qui est celui de la position faite au commerce de Montevideo —au commerce français, surtout,—par la levée de tous les blocus maritimes de la France et l'allocation d'un subside mensuel de 200,000 francs au gouvernement oriental.

ETAT DU COMMERCE DE MONTEVIDEO

DEPUIS 1848.

Que dirons nous, hélas! qui ne soit désespérant pour notre population, humiliant pour la France, et accabrant pour la politique de l'entente cordiale.

Nous avons vu que l'ouverture du Paraná, jointe au système de blocus imaginé par MM. Ouseley et Deffaudis, avait procuré au gouvernement de cette République, en 1846, des recettes de douane de 1,768 749 piastres courantes (de 4 fr. 40 c.) qui supposaient un mouvement d'affaires de 70 millions de francs.

Que, en 1847, ces recettes s'élèverent à 2,836,504 piastres courantes, et la valeur des articles d'échange à 90 millions.

Que nous avons occupé le premier rang dans les exportations et le second dans les importations de produits européens, l'Angleterre étant toujours en première ligne, avec ses étoffes de laine, ses calicots, ses indiennes et sa quincaillerie.

Malgré que le blocus de Buenos Ayres n'ait été levé par le baron Gros qu'en juillet 1848, et que celui du Buceo (port principal de l'armée assiégeante) dût continuer à être effectif, un certain découragement avait déjà commencé à se manifester dans la population montevideenne, lors du rappel de MM. Ouseley, Deffaudis et Lainé. Il ne put que s'accroître par l'étrange résolution que lord Howden adopta le 16 juillet 1847, et les transactions commerciales s'en éloignent aussitôt ressenties.

D'un autre côté, le blocus de Buenos Ayres, bien que continué par les forces navales françaises, n'était plus fait de la manière qui avait été prescrite par le baron Deffaudis et même par le comte Walewski.

(Continuera.)

MONTEVIDEO.

6 JUIN 1850.

CORRESPONDANCE INTIME
DE

M. LEFEBVRE DE BECOURT

Ancien Chargé d'Affaires de France à Buenos Ayres.

(Suite.)

LETTRE VIII.

Buenos-Ayres, le 25 Janvier 1842

Mon cher Monsieur,

« Vous attendez des nouvelles de notre côté, et nous en attendons du vôtre; mais il paraît qu'on ne se presse, ni d'un côté ni de l'autre, de satisfaire la curiosité publique. Ici, nous ne savons absolument rien, mais rien, de veras, de ce qui peut se passer à Santa Fé, dans l'Entrerios ou à Cordova. Tout ce que nous savons, c'est qu'Etchagüe est parti pour l'armée le 17, et que le régiment des bouchers a quitté la ville; car nous manquons souvent de viande.—Nous savons encore autre chose, c'est qu'on a fusillé dans la prison deux ou trois individus amenés *ad hoc* par le susdit Etchagüe, et que plusieurs exécutions ont eu lieu au campement. Mais ces nouvelles, fort intéressantes d'ailleurs, ne jettent pas grand jour sur les opérations militaires et sur l'avenir de la lutte.

« Vous ignorez peut-être que les ratifications de la convention du 29 octobre 1840 ont été enfin échangées à Paris le 15 octobre dernier, entre M. Sarratea et le gouvernement du Roi. Je l'ai appris par une lettre de M. de Mackau; et comme par un singulier hasard, M. Arana n'a reçu aucune correspondance de M. Sarratea et de M. Moreno, par le packet anglais de novembre, c'est de moi qu'il tient la première et jusqu'à présent unique nouvelle d'un fait qui intéresse ce gouvernement à un si haut degré.

« Les dernières nouvelles d'Angleterre et de France que l'on ait ici sont toujours celles apportées par le packet anglais. Le ministre destiné à Buenos Ayres n'avait pas encore été nommé le 28 octobre. »

LETTRE IX.

Buenos-Ayres 3 février 1842.

« Nous sommes toujours ici dans la plus complète ignorance de ce qui se passe soit à Santa Fé, soit à Cordova, soit même dans l'intérieur de la province de Buenos Ayres. La *Gaceta* du 29, content seulement sur la province de Tucuman des documents qui prouvent avec quelle fidélité les gouverneurs fédéraux de *arriba* mettent en pratique les leçons de leur illustre maître S. E. le général Rosas.

« On continue à parler beaucoup d'exécutions journalières tant au campement que dans la ville, le fond est certainement vrai, je ne me défis que des chiffres qu'on exagère toujours.

« Je n'ai réellement pas d'opinion sur l'issue probable de tout ceci. Rosas a de grandes ressources, ne vous y trompez pas, et je crains que Lopez ne soit écrasé. La seule espérance que les gens raisonnables aient ici, repose sur la désertion, non des chiens, mais des soldats. Il faut savoir qu'outre les divisions qui sont dans le nord, Rosas possède à Chascomus une réserve de 1500 hommes, campée, et parfaitement équipée. L'argent ne lui manque pas, comme vous le savez. Aussi la résistance de sa part sera-t-elle longue, acharnée, peut-être heureuse. Mais en attendant le pays se dépeuple et s'appauvrit chaque jour davantage. Le séjour en devient très pénible, même pour les étrangers, qui souffrent directement et indirectement de tous les maux qui l'accompagnent. Plaît à Dieu que la frégate apporte mon successeur !

« La malignité publique s'occupe beaucoup ici d'une fête donnée à *San Isidro* par un anglais appelé Aikinson, et dédiée à Manuela Rosas. On assure qu'elle a été troublée par des démonstrations politiques fort indécentes comme des coups de *chicote* (coups de cravache) largement distribués à ceux des assistants, fils du pays, qui n'avaient pas de gilet rouge, et ce, par Juan Rosas et quelques autres officiers venus du campement. On parle aussi des suites d'un toast contre les *Santafecinos*, qui aurait blessé le juge de paix du lieu, très fédéral, mais Santafecino. On ne sait pas au juste pourquoi M. Aikinson, qui avait été insulté comme unitaire par la *Mashorca*, s'est décidé à donner cette fête, qui lui a coûté fort cher, et à déplu à tous ses anciens amis. Quoiqu'il invite avec M. Picolet, nous n'y sommes pas allés, et si tout ce qu'on en dit est vrai, je m'en félicite doublément. »

LETTRE X.

Buenos Ayres, le 17 février 1842.

« Nous savons ici depuis quelques jours que le général Paz est entré à la *Bajada* (capitale de l'Entrerios) le 2 de ce mois, et qu'Urquiza s'est sauvé à grand peine à *San Nicolas*. Mais vos nouvelles de la Bolivie sont les plus importantes de toutes, si, comme je l'espère, on doit en conclure que M. Oribe sera fort empêché de descendre sur nous.

« On croit que toutes les troupes vont se replier sur le camp de Buenos Ayres, et si cela arrive, je crois que Rosas ira s'y établir, laissant derrière lui la *Mashorca* pour faire la police de Buenos Ayres. Aussi la terreur est-elle fort grande, et s'en va qui peut. Je suis bien fâché de ne pas pouvoir. L'ennui, la fatigue et un peu de nostalgie me gagnent terriblement, et pour m'achever pas de lettres, pas de packet, aucune nouvelle de mon insaisissable successeur.

« S'avez-vous que je ne comprends plus rien à l'histoire de M. Pichon. Pourquoi ne vient-il pas à Montevideo sur la *Reine Blanche*? cette frégate est-elle aussi désarmée par économie et pour faire plaisir à l'Angleterre?

« A propos de frégate, nous en avons ici une sardine, qui est mouillée fort loin, et que M. Picolet n'attendait pas. Mais il est enchanté de sa venue, comme tout honorable consul qui veut se faire respecter.

« Je demande du renfort au commandant de l'*Aréthuse*, parce que je crains ici une crise effroyable. Vous avez trop de deux bâtimens à Montevideo, tandis que nous n'en avons qu'un, et un tout petit, à Buenos Ayres.

« Le décret de Ferré sur les représailles, que M. Mandeville a refusé de communiquer au général Rosas, et qu'il a conseillé de publier dans les journaux de Montevideo, est probablement le motif des exécutions qui ont eu lieu ces jours derniers. *On assure qu'il a été fusillé plus de quarante individus*, et entre autres, un lieutenant colonel Cruz, qui était depuis vingt deux mois en prison. N'est-ce pas un abominable système?..... Quand donc l'Europe se mêlera-t-elle de ces miséables? »

(La suite au prochain numéro.)

Des bruits d'une nature assez alarmante ont circulé en ville, à l'occasion de l'enterrement d'un soldat d'infanterie de marine, qui après avoir été transporté à l'hôpital de la Légion Française, a succombé aux suites d'une fièvre typhoïde négligée. On a dit que de nombreux cas de typhus s'étaient manifestés à bord des bâtimens de guerre français, et que MM. les chirurgiens, sérieusement armés des progrès de l'épidémie, avaient rédigé une protestation que M. Barbier de Tinan allait expédier à l'amiral Le Prédour par la canonnière *l'Alouette*.

Après avoir été aux renseignements, nous pouvons assurer qu'il n'y a de vrai dans tout cela que la mort du grenadier, décédé hier à l'hôpital; que l'état sanitaire des troupes est aussi satisfaisant qu'on peut le désirer dans leur position, et que par conséquent il n'y a aucun motif assez grave pour que MM. les chirurgiens fassent une protestation contre le séjour des compagnies d'infanterie de marine à bord des bâtimens qui les ont transportées.

Cependant, qu'il nous soit permis d'ajouter ici une réflexion bien naturelle; c'est qu'il suffit peut-être que des symptômes de cette maladie se soient manifestés sur un ou deux bâtimens, pour qu'une vive appréhension s'empare des soldats et des marins sur les autres navires et altère le moral des troupes, qui doivent être fatiguées d'un si long séjour à la mer, surtout dans une saison relativement rigoureuse. Depuis quelques jours, en effet, nous éprouvons un froid assez vif, qui doit être plus intense sur la rade, et que les brusques transitions de la température, dans le jour, rendent plus incommodes pendant la nuit.

Esperons que M. l'amiral se préoccupera un peu de la position de nos braves soldats, et que s'il ne s'intéresse pas beaucoup à nous, il aura au moins pitié d'eux.

On lit dans le *Comercio del Plata* de ce jour:

« Aujourd'hui même et à l'heure où nous écrivons, les hommes d'un jugement sain, qui habitent le Cerrito, s'occupent d'adresser une pétition à leur président, en invoquant sa générosité, pour l'engager à renoncer à la présidence et se retirer de la scène politique, comme le moyen le plus efficace de rendre à sa patrie la paix et l'indépendance. Ils n'attendent pour faire cette démarche que de pouvoir completer le nombre de deux cents signatures d'hommes notables par leur savoir et leur influence. Ils ont déjà celles d'un grand nombre de chefs militaires jouissant d'une certaine considération dans leur parti, et qui commandent aujourd'hui des départements de la campagne. Nous ne doutons pas que cette

conspiration, si c'en est une, sera une conspiration sainte qui obtiendra promptement le succès qu'elle mérite.

« Don Manuel Oribe, en présence d'une semblable manifestation, ne pourra pas opposer les prétentions d'une ambition égoïste, au bien être de sa patrie; parce que le meilleur appui de ces prétentions, c'est l'affection de ses amis, et ses amis l'abandonneront.

« Il ne pourra pas leur dire que Don Juan Manuel Rosas s'opposera à sa démission; parce qu'il s'agit précisément d'affranchir un chef oriental à la dépendance d'un pouvoir étranger, et qui soit au moins la faculté de renoncer à son poste. »

EUROPE.

FRANCE.

ASSEMBLEE NATIONALE LEGISLATIVE.

SEANCE DU 5 JANVIER 1850.

PRÉSIDENCE DE M. BAROCHE, vice-président.

SUITE DE LA DISCUSSION SUR LES AFFAIRES DE LA PLATA.

M. Roucher, ministre de la justice, au milieu du bruit. Je prie l'Assemblée de ne pas m'interrompre; l'heure est avancée, et c'est mon devoir de répondre immédiatement. (Parlez! parlez!)

(L'agitation continue.)

M. le Président.—J'engage MM. les représentants à reprendre leurs places: M. le ministre désire être entendu, et la séance n'est pas levée.

(M. le ministre de la justice reste à la tribune pendant sept à huit minutes avant que l'agitation de l'Assemblée lui permette de prendre la parole.)

M. le Président.—J'engage MM. les représentants à reprendre leurs places: la discussion peut continuer encore: l'heure n'est pas assez avancée, je le répète, pour lever la séance.

La parole est à M. le ministre de la justice.

M. le ministre de la justice.—Je prie l'Assemblée de vouloir bien me prêter immédiatement son attention.

Messieurs, je suis appelé à cette tribune par le sentiment d'un devoir impérieux; j'espère que ce motif me vaudra, de la part de l'Assemblée, cette attention bienveillante qu'elle a accordée au mérite de l'homme d'Etat. Je veux répondre à l'honorable M. Thiers, sous deux conditions: la première, c'est de ne pas avoir autant d'esprit. (Rires à gauche); je la pose d'abord par humilité (Mouvement prolongé), et je rends ainsi hommage à l'acceuil que vient de faire cette partie de l'Assemblée (la gauche) à ma parole.

Je la pose pour une deuxième raison, c'est que, dans ce grand débat, il ne faut, ni par voie directe, ni par voie indirecte, amoindrir ou essayer d'amoindrir des adversaires qui luttent loyalement. [Très bien! Très bien!]

La deuxième condition est celle-ci: Je ne veux point faire de digression, je ne veux point chercher des exemples éloignés, je veux étudier la question en elle-même, je veux l'examiner dans toutes ses parties, et si l'Assemblée veut bien me le permettre, j'espère que je ne laisserai aucun argument de l'honorable M. Thiers sans réponse. [Parlez!]

L'honorable M. Thiers a englobé deux points de vue généraux dans le discours que vous venez d'entendre: nos intérêts, les difficultés de l'expédition. Nos intérêts, il les a décomposés au point de vue commercial, au point de vue de l'influence politique, au point de vue de l'honneur et de la loyauté. Les difficultés de l'expédition, il les a examinées dans nos rapports avec les puissances européennes et avec les puissances américaines.

Il les a examinées dans le caractère même qu'elles pourraient revêtir en face du gouvernement de Rosas.

Mais avant d'aborder ces questions, qu'il me soit permis de bien préciser le débat, d'éliminer ainsi des questions à l'aide desquelles l'honorable M. Thiers s'est fourni, ce dont il n'avait certainement pas besoin.

Quel est le débat, messieurs? Le Gouvernement vient-il vous demander la ratification du traité Le Prédour? Jamais il ne l'a fait. Pourquoi donc cette inutile habileté consistant à discuter chacun des articles, consistant à nous opposer à nous, Gouvernement, comme si nous les avions adoptés, comme si l'amiral Le Prédour était aujourd'hui ministre des affaires étrangères les traités projetés.

Cette discussion était d'autant plus inutile, que l'honorable M. Thiers savait mieux que moi qu'il nous était impossible de le suivre sur ce terrain. Il savait mieux que moi que, du moment où nous posions le principe de la médiation, du moment où nous parlions de négociations nouvelles, nous ne pouvions pas discuter la valeur intrinsèque du traité dans son ensemble, comme dans ses parties. [Très bien! très bien!] En effet, le discuter, l'approuver c'était énerver la négociation. Développer nos griefs c'était préparer la guerre, la guerre que nous

redoutons pas, la guerre que nous acceptons dans les conditions données, mais comme une extrémité, une extrémité en face de laquelle nous voulons éprouver et les convenances du droit des gens, et la modération dont la France peut faire œuvre en présence de sa force et de la faiblesse du gouvernement avec lequel elle traite. [Très bien!]

Et cependant, malgré cela, je suis obligé de répondre, au risque d'énerver des négociations sérieuses que nous voulons par des moyens sérieux, parce qu'on a ici singulièrement exagéré les causes qui doivent déterminer notre action sur les rives de la Plata. Je le ferai, mais en vous suppliant de ne pas perdre de vue un seul instant ce grand fait: c'est que le traité Le Prédour n'est pas soumis à votre ratification; c'est que le Gouvernement vous demande une négociation continue qui lui ait imposée par les règles les plus vugaires du droit des gens, ce à quoi M. Thiers n'a pas répondu, une négociation au bout de laquelle peut se trouver la guerre, mais une négociation que nous voulons quant à présent sérieuse, sans avoir une attitude menaçante qui ne nous convient pas.... (Interprétation et sourires à gauche.) M. le ministre s'adressant aux interrupteurs.... Qui ne nous convient pas. Interrompez nous, messieurs, accusez la faiblesse du Gouvernement, cherchez à le déprimer. Croyez-vous que ce soit une œuvre patriotique et bonne? croyez-vous que, lorsque vous aurez énervé le Gouvernement par les accusations qu'il ne m'appartient pas d'apprécier, d'inexpérience, de faiblesse, de nouveauté, vous aurez fortifié le pays? Non; vous aurez essayé une révolution ministérielle nouvelle, que ce débat d'ailleurs ne comporte ni n'engage; vous n'aurez rien fait de plus, et le pays souffrira davantage encore.... [Très bien! très bien! — Approbation sur les bancs de la majorité.]

M. le Président.—N'interrompez donc pas! Vous avez écouté M. Thiers écoutez M. le garde des sceaux.

M. le ministre de la justice.—Dois-je, point de ces interruptions des obligeantes. Je suis ici dans l'accomplissement d'un grand devoir que j'ai accepté, si mes forces me transhissent, je le regretterai; mon courage ne me trahira pas. [Très bien! très bien!]

Messieurs, on a parlé de votre honneur, on a parlé de votre loyauté, de l'honneur et de la loyauté de la France engagée dans le débat. On a dit que le sang français avait coulé, que nos compatriotes avaient été égorgés, que leurs propriétés avaient été spoliées, et on vous a dit qu'en face de ces faits, nous n'étions pas assez forts, assez courageux pour demander la réparation de ces outrages.

(Continuera.)

24

LE PATRIOTE FRANÇAIS.

dait avec sa femme et sa fille, et auxquels, à l'exclusion de tous ce qu'il y avait de distingué à Buenos Ayres, il invitait les charretiers, les bouchers, et jusqu'aux affanchis de la ville; ainsi, une fois, il ouvrit le bal, lui dansant avec une esclave, sa fille avec un gaucho.

Mais ce ne fut point de cette façon seulement qu'il punit la noble cité. Il proclama ce terrible principe:

Celui qui n'est pas avec moi est contre moi.

Dès lors, tout homme qui lui déplaisait fut qualifié du nom de sauvage unitaire, et celui que Rosas avait une fois désigné sous ce nom n'avait plus droit ni à la liberté, ni à la propriété, ni à la vie, ni à l'honneur.

Alors, pour mettre en pratique les théories de Rosas, s'organisa sous ses auspices la momuse société de *Mas horca*, c'est à dire *Encore des pouvoirs*. Cette société était composée de tous les hommes sans aveu, de tout les banqueroutiers, de tous les assassins de la ville.

A cette société de la *Mas horca* étaient aliés, par ordre supérieur, le chef de police, le juge de paix, tous ceux enfin qui devaient veiller au maintien de l'ordre public; de sorte que, lorsque les membres de la société formaient la maison d'un citoyen, pour piller cette maison ou assassiner ce citoyen, celui dont la vie ou la propriété était menacée avait beau appeler à son aide, personne n'était là pour s'opposer aux violences qui lui étaient faites. Ces violences avaient lieu au milieu du jour comme en pleine nuit, et nul n'eût pu indiquer un moyen de s'y soustraire.

Veut-on quelques exemples? Soit. Chez nous, on doit le remarquer l'accusation suit toujours immédiatement le fait.

Les élégants de Buenos Ayres avaient à cette époque l'habitude de porter leurs favoris en collier; mais sous le prétexte que la barbe taillée ainsi formait le lettré U, et voulant dire unitaire, la *Mas horca* s'empara de ces malheureux, et les rasait avec des couteaux mal affilés, et la barbe tombait avec des lambeaux de chair; après quoi on abandonnait la victime aux caprices de la dernière populace rassemblée par la curiosité du spectacle, et qui parfois poussait la sanglante farce jusqu'à la mort.

Les femmes du peuple commençaient alors à porter dans leurs cheveux ce nœud de ruban rouge connu sous le nom de *Moño*. Un jour la *Mas horca* se posta à la porte des principales églises, et alors toutes les femmes qui entraient ou qui en sortaient sans avoir le *moño* sur les têtes, s'en voyait fixer un avec du goudron bouillant. Ce n'était pas non plus une chose extraordinaire que de voir une femme dépouillée de ses habits et foulée au milieu de la rue; et cela parce qu'elle portait un mouchoir, une robe ou une parure sur laquelle on distinguait la couleur bleue ou verte. Il en était de même pour les hommes de la plus haute distinction, et il



marine.



ENTREE DU 6 JUIN.

Martin Garcia le 5 courant, balandre national Mercedes, de 12 ton. patron Juan Lagonas, à ordre, avec 8 carades charbon et 8 id. bois à bruler, 200 citrouilles. Idem, le 5 du courant, goelette nationale Luisa, de 23 ton. patron J. Lanato, à ordre, avec 62 carades bois à bruler. Havane, en 71 jours, barque espagnole Maria, a suivi pour Buenos Ayres. De Buenos Ayres, un brick suédois qui est entre au Bucco. Un brick danois venant de l'est, a suivi pour Buenos Ayres.

SORTIE DU 5

Fernambouc, brick suédois Magnus, expédié par M. Lafone.

Lu 6.

Rio Grande, brick goelette nationale Hydra, expédié par M. Nin.

RECOIVENT CORRESPONDANCE

Pour Valparaiso et Californie.

Le trois mats français Primoguet, partira du 10 au 11 courant. S'adresser à MM. Sagory et Kuntz.

New York, partira le 8 du courant, le brick national Matilde.

Avis Nouveaux.

Don Salvador Tort, Juez Letrado de Comercio etc.

Por el presente cito, llamo y emplazo a D. Santiago de

las Rivas, para que dentro de seis días contados desde el presente comparezca en este Juzgado por si ó por apoderado instruido á estar á derecho en el expediente de compromiso y liquidación de cuentas de la estinguida sociedad titulada Rivas hermanos, bajo apercibimiento de lo que haya lugar en derecho, por tenerlo así mandado en los autos de la materia á instancia de D. Genaro de las Rivas.—Montevideo 1º de Junio de 1850.

SAVADOR TORT.

Por mandado de S. S.

Felix de Lizarsa,

Escríbano público y de Comercio.

Guill. me Darroussain

Medecin français, membre de l'Institut Homéopathique de Paris, un des plus anciens homéopathes du Brésil où il a propagé cette doctrine dans plusieurs provinces de cet empire depuis 1842, bien connu à Montevideo par les cures qu'il a opérées depuis 1846, donne des consultations tous les jours de 7 heures du matin jusqu'à 10, et de 1 à 3 heures de l'après midi, rue de Buenos Ayres, n° 182 au premier. Il traite, spécialement, les personnes atteintes de syphilis, rhumatisme, maux d'yeux, etc. etc.

Catalogue

DES LIVRES FRANÇAIS, RELIES,
EN VENTE A DES PRIX MODERES,
Rue de las Camaras, Nos. 41 et 43.

OUVRAGES AVEC GRAVURES (Grand format).

Esquisses historiques des différentes corps de l'armée française, par M. Ambert, avec gravures. in-f° 1. v.

Nouvel atlas du royaume de France, par M. Perrot. 2. v.

Paris-Orléans, album, par M. Bartholony. i. Métamorphoses d'Ovide, par M. Villenave, avec 144 gravures. in-4° 1. v.

Le siècle de Napoléon, par M. Philippoteaux I.

UNE NOUVELLE TROIE.

21

—Adieu, colonel, dit-il.

—Oh! au revoir, répondit celui-ci. On ne vit point long temps dans des guerres pareilles à celles que nous faisons.

Et saluant Lopez, il sortit. Cinq minutes après, une fusillade retentissait sur le seuil même de la porte de Lopez lui annonçait que le colonel Obando avait cessé d'exister.

Passons à Quiroga.

Quiroga, lui aussi comme Rosas, était un homme de la campagne. Il avait servi autrefois dans l'armée de ligne d'Espagnols. Retiré dans son pays natal, la Rioja, il se mêla au parti interne, devint maître de son pays; et une fois arrivé au premier degré de puissance, il se jeta dans la lutte des différentes factions de la République, et dans cette lutte se révéla pour la première fois à l'Amérique.

Au bout d'un an, Quiroga était l'épée du parti fédéral. Jamais homme n'a obtenu de pareils résultats par la simple application de la valeur personnelle. Son nom en était arrivé à avoir un prestige qui valait des armées. Sa grande tactique au milieu du combat était d'appeler sur lui la plus forte somme de dangers qu'il pouvait réunir, et lorsque dans la mêlée il jetait son cri de guerre, en faisant vibrer dans sa main cette longue lance qui était son arme de prédilection, les plus braves coeurs faisaient alors connaissance avec la crainte.

Quiroga était cruel, ou plutôt féroce. Mais dans la féroce il y avait toujours quelque chose de grand ou de généreux. C'était la féroce du lion, et non celle du tigre.

Ainsi, le colonel Pringles, un de ses plus grands ennemis, est fait prisonnier et assassiné, après avoir été pris. Celui qui l'a assassiné et qui sert sous les ordres de Quiroga se présente à lui, croyant avoir gagné une bonne récompense.

Quiroga lui laisse raconter son crime, et à l'instant même le fait fusiller.

Un autre jour, deux officiers appartenant au parti ennemi sont faits prisonniers par ses gens, qui se souviennent du supplice de leur compagnon, et qui cette fois les lui amène vivants. Il leur offre d'abandonner leurs drapés et de servir sous les siens: l'un refuse, l'autre accepte.

—C'est bien dit-il à celui qui a accepté. Montons à cheval et allons voir fusiller votre camarade.

Celui-ci, sans faire d'observations, s'empresse d'obéir, cause gaiement tout le long de la route avec Quiroga, dont il se croit déjà l'aide-de-camp, tandis que le condamné, escorté d'un piquet aux armes chargées, marche tranquillement à la mort.

Avis Divers.

RUE DU 25 MAI; N° 264.

Auguste Rivet,

Coiffeur à l'honneur de prévenir l'honorable public qu'il vient de recevoir par la "Ville de Rouen" un bel assortiment de gants de chevreau, castor et cachemir à cordon et bracelet gomme élastique, assortis de toute couleurs; l'on y trouvera un très beau choix de cravates de toutes couleurs assorties, et tout ce qu'il y a de plus nouveau.

Ramon Capmas,

Tailleur, Rue du 25 Mai, N° 163, à côté de la maison de Antonio Montero. Il vient de recevoir de Paris un grand assortiment de marchandises de nouveauté, de dernière mode.

Casimirs noirs pour pantalon fin et extrafin.

Casimirs de diverses couleurs et de bon goût.

Satin noir pour gilet de première qualité.

Velours noir et de couleurs.

Cachemire de diverses couleurs et de dernière mode.

Il a reçu de même, un grand assortiment de paletots noir et de couleurs de dernière mode, aux prix de 10, 12, 16, 18, 20 et 24 piastres, tous bien doublé en merinos et bien ouattés.

Un grand assortiment de burnous de diverses classes et prix.

Un grand assortiment de robe de chambre de satin soie très richement doublés et ouattés, et autre en tartan double en soie, et autre double en laine.

Par le même navire on a reçu un grand assortiment d'habillement confectionnés.

Habits drap noir fin, redingotes drap noir et de couleur, fine. Gilet satin noir de velours noir et de couleur. Gilets de cachemir, de diverses couleurs et de meilleur goût.

LE PATRIOTE FRANCAIS.

Arrivé sur le lieu de l'exécution. Quiroga ordonne à l'officier qui a refusé de trahir son pays de se mettre à genou, et commande le feu. Mais après le commandement en joue, il s'arrête.

—Allons, dit-il à celui qui se croyait déjà mort. vous êtes un brave; prenez le cheval de Monsieur et partez.

Et il désignait le cheval du renégat.

—Mais moi? demanda celui-ci.

—Toi, répondit Quiroga, tu n'as pas besoin de cheval, car tu vas mourir.

Et malgré les supplications de son camarade, si miraculièrement rendu à la vie, il le fit fusiller.

Quiroga ne fut vaincu qu'une fois, et ce fut par le général Paz, le Fabius Américain, homme vertueux et pur s'il en fut jamais. Deux fois il détruisit les armées de Quiroga dans les batailles terribles de la Tablada et d'Oncativo. C'était un beau spectacle pour ces jeunes républiques qui sortaient de terre que de voir l'art, la tactique et la stratégie en lutte contre le courage indomptable de la volonté de fer de Quiroga. Mais, le général Paz fut prisonnier à cent pas de son armée par un coup de bolas, qui enveloppa les jambes de son cheval. Quiroga fut invincible.

La guerre une fois terminée entre le parti unitaire et le parti fédéral, Quiroga entreprit un voyage dans les provinces de l'intérieur; mais, en revenant de ce voyage, il fut assailli à Barranca Yaco par une trentaine d'assassins, qui firent feu sur sa voiture. Quiroga, malade, s'y tenait couché; une balle qui traversa un des panneaux lui brisa la poitrine. Quoique blessé à mort, il se releva, et pâle, ensanglanté, ouvrit la portière. En voyant le héros debout, quoique déjà cadavre, les assassins prirent la fuite. Mais Santos-Perez, leur chef, marcha droit à Quiroga, et comme celui-ci était tombé sur son genou, et le regardait en face, il l'acheva.

Alors les autres assassins revinrent et achevèrent l'œuvre commencée. Ce furent les frères Reinalde, qui gouvernaient à Córdoba, qui dirigeaient cette expédition d'accord avec Rosas. Mais Rosas avait eu le soin de se tenir dans un lointain si éloigné, qu'on ne l'aperçut pas. Il put dès lors prendre le parti de celui qu'il avait fait assassiner et poursuivre les assassins.

Il furent arrêtés, jugés et fusillés.

Reste Cullen.

Cullen, né en Espagne, s'était établi dans la ville de Santa-Fé, où il s'était lié avec Lopez, et où il était devenu son ministre et le directeur de sa politique. L'imminente influence que Lopez eut sur la République Argentine, depuis 1820 jusqu'à sa mort, arrivée en 1833, fit de Cullen un person-

A louer,

Rue 25 mai n° 298, plusieurs beaux appartemens, au 1er, ayant un beau balcon.

S'adresser à ladite maison.

Suscricion,

ALA obrita ó tratado intitulado—"Equivocaciones entre los Católicos Romanos y los Protestantes de todas las Sectas"—la facilidad de convenir mutuamente, teniendo buena fe y despojándose de las preocupaciones de la educación infantil—Por el Dr. Jose Ildefonso Vernet de Aulestia, Delegado general de los Dolores para la America Meridional.—

Este tratado, que contiene la conversión del caballero inglés John Cornish, que de Protestante Anabaptista se hizo católico en fuerza de los argumentos, que le objeto dicho autor, va á ser publicado, recientemente traducido del portugués al castellano, dotado de una cantidad de notas nuevas e interesantes, que le añadió el mismo Padre. Es una arma invencible, para defender su catolicismo contra las sutilezas y sofismas de todo protestante.— Vale la suscripción 480 rs., no entregando el dinero hasta al dia, que recibirán el cuaderno de 80 páginas corta diferencia, en 8° largo francés—Se suscribe en las dos Parroquias, en la Universidad, en la plaza de la Matriz, esquina contra el Cabildo de D. Juan Sarda, y en la casa del Autor, calle 18 DE JULIO n° 98.

M. Delauney, pro-

fesseur de danse, à l'honneur d'annoncer au public qu'il vient d'établir un cours de huit à dix heures du soir et un autre de dix heures à minuit, dans lesquels il apprendra tout genre de danse; de plus il se compromet en six leçons particulières de mettre au courant pour

n'importe quelle danse que ce soit; la salle des cours vient d'être restaurée et bien décorée. Il offre également de donner des leçons dans les pensionnats et maisons particulières. Les personnes qui voudront l'honorer de leur confiance, pourront s'adresser Café de Paris, pour convenir de l'heure et des prix qui seront on ne peut plus modiques.

AVIS.

LE soussigné à l'honneur de prévenir la classe ouvrière qu'à dater du 1er Juin prochain il ouvrira depuis 6 heures du soir jusqu'à 8 un cours de français, d'arithmétique, et de dessin linéaire.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, auront lieu d'être satisfaites, des soins assidus qui leur seront prodigues, et surtout de la modicité du prix, eu égard aux circonstances fâcheuses où l'on se trouve.

S'adresser rue du 25 de Mai n° 394.

PUYFOURCAT,

A vendre.

UN établissement situé rue Itussango autrefois St. Jean. S'adresser à domicile N° 99.

LA VIT

BOTTEUR FRANCAIS.

A l'honneur de prévenir le public qu'il vient de s'établir nouvellement à Montevideo.

Il fait tout genre de chaussure à la mode et pour se faire connaître fera les bottes de huit piastres à 5 l. au comptant. Ceux qui l'honoreront de leur confiance auront lieu d'être satisfait.—Rue du Rincon, n° 87, en face de la confiserie.

Imprimerie du PATRIOTE FRANCAIS, rue Perez

Castellanos n° 162.

UNE NOUVELLE TROIE

23

nage extrêmement important. Lorsqu'au jour du malheur, Rosas proscrit, émigra à Santa-Fé, il reçut de Cullen toute espèce de service? Mais ces services rendus ne purent faire oublier au futur dictateur que Cullen était un des hommes qui voulaient mettre fin au régime de l'arbitraire dans la République Argentine. Cependant il sut cacher son mauvais vouloir sous les apparences de la plus grande amitié envers Cullen.

A la mort de Lopez, Cullen fut nommé gouverneur de Santa-Fé, et se consacra à établir des améliorations dans la province. En même temps, au lieu de se montrer l'ennemi du blocus français, Cullen ne cachait point ses sympathies pour la France, considérant que le pouvoir de celle-ci était un grand appui pour ses idées civilisatrices. Alors Rosas lui suscita une révolution, qu'il appuya publiquement par un concours de troupes. Cullen, vaincu, se refugia dans la province de Santiago del Estero, que commandait son ami le gouverneur Ibarra. Rosas, qui avait déjà déclaré Cullen "sauvage unitaire", entama des négociations avec Ibarra, afin qu'on lui livrât la personne de Cullen.

Pendant long-temps ces négociations échouèrent, et Cullen, sur les assurances de son ami Ibarra, qui jurait de ne jamais le livrer, se croyait sauvé; lorsqu'un jour, au moment où il s'y attendait le moins, il fut arrêté par des soldats d'Ibarra, et conduit à Rosas. Mais celui-ci, ayant appris qu'on lui amenait Cullen captif, envoya l'ordre de le fusiller à moitié chemin, parce que, dit-il, dans une lettre au gouverneur de Santa-Fé, qui avait succédé à Cullen, son procès était fait par les crimes que tout le monde connaît.

Cullen était un homme d'une société agréable et d'un caractère humain. Son influence sur Lopez fut toujours employée à éviter toutes espèces de rigueur, et c'est en raison de cette influence que le général Lopez, malgré les supplications de Rosas, ne permit point de supplicier un seul des prisonniers faits pendant la campagne de 1831, qui mit en son pouvoir les chefs les plus importants du parti unitaire.

Au reste, Cullen avait tous les dehors de la civilisation; mais, son instruction était superficielle, et ses talents médiocres.

Ce fut ainsi que Rosas, le seul homme peut-être qui n'eut aucun gloire militaire parmi les chefs du parti fédéral, se débarrassa des champions de ce parti; des lors, il demeura le seul homme important dans la république Argentine, en même temps qu'il était le maître absolu de Buenos Ayres.

Ce fut alors que Rosas, arrivé à la toute puissance, commença sa vengeance contre les classes élevées, qui l'avaient si long-temps tenu en mépris, au milieu des hommes les plus aristocrates et les plus élégants, il se montrait toujours vêtu en *chaqueta* ou sans cravate. Il donnait des bals qu'il prési-